

Louis GILL

Économiste, retraité de l'UQÀM

(décembre 2013)

“La déflation guette.
La réduction des revenus de l'État
est principalement due
à la chute de l'inflation.”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi
[Page web](http://www.uqac.ca/~jmt/). Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca
Site web pédagogique : <http://jmt-sociologue.uqac.ca/>

Dans le cadre de: "Les classiques des sciences sociales"
Une bibliothèque numérique fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l’autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs. C'est notre mission.

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur associé, Université du Québec à Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois
Professeur retraité de l’UQAM

“La déflation guette. La réduction des revenus de l’État est principalement due à la chute de l’inflation.”

Un article publié dans le journal **LA PRESSE**, Montréal, édition du 3 décembre 2013, page A20 — opinion.

Louis GILL est économiste et professeur retraité du département de sciences économiques de l’UQAM où il a œuvré de 1970 à 2001. Tout au cours de cette carrière, il a eu une activité syndicale active. Il a publié plusieurs ouvrages, sur la théorie économique marxiste, l’économie internationale, l’économie du socialisme, le partenariat social et le néolibéralisme, ainsi que de nombreux essais et articles de revues et de journaux sur des questions économiques, politiques, sociales et syndicales.

[Autorisation formelle accordée par l’auteur le 20 décembre 2010 de diffuser cet article dans Les Classiques des sciences sociales.]



Courriel : gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée : Times New Roman, 14 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5’’ x 11’’.

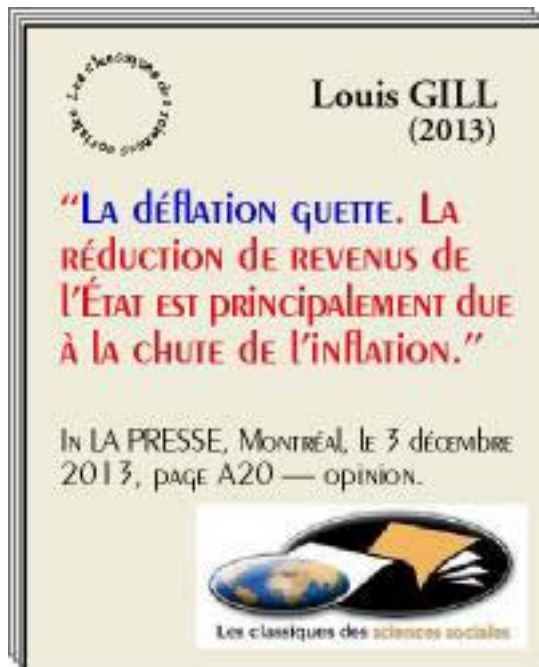
Édition numérique réalisée le 1^{er} octobre 2014 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.



Louis Gill

[économiste, retraité de l’UQÀM.]

“La déflation guette. La réduction des revenus de l’État est principalement due à la chute de l’inflation.”



Un article publié dans le journal **LA PRESSE**, Montréal, édition du 3 décembre 2013, page A20 — opinion.

Louis Gill

**“La déflation guette.
La réduction des revenus de l’État est
principalement due à la chute de l’inflation.”**

Un article publié dans le journal **LA PRESSE**, Montréal, édition du 3 décembre 2013, page A20 — opinion.

Dans sa mise à jour économique et financière du 28 novembre, le ministre des Finances, Nicolas Marceau, a annoncé un déficit budgétaire de 2,5 milliards pour l’année en cours, qui se termine le 31 mars 2014, et un retour à l’équilibre en 2015-2016, soit deux ans plus tard que prévu.

Se réclamant d’un bon contrôle de ses dépenses, il a déploré ne pas pouvoir respecter son engagement de réaliser l’équilibre dès cette année, en raison de revenus « qui ne sont pas au rendez-vous », parce que la croissance du PIB nominal (en dollars courants), dont dépendent les revenus budgétaires, sera inférieure à celle prévue en mars 2013 (2,1 % au lieu de 3,6 % pour l’année 2013).

Il est à noter que si cette réduction s’explique en partie par une croissance du PIB réel (sans l’inflation) légèrement plus faible que celle prévue en mars 2013 (0,9 % au lieu de 1,3 %), elle est surtout le résultat de la chute du taux d’inflation : 73 % de la réduction de la croissance du PIB nominal est le résultat d’une inflation inférieure à celle qui avait été prévue.

Si les revenus n’ont pas été au rendez-vous, mis à part le fait que le gouvernement ait renoncé à diverses sources comme l’augmentation des impôts des riches, c’est donc principalement à cause d’une réduction de l’inflation et non d’une détérioration de la croissance.

Et il va sans dire que cette réduction de l’inflation compte aussi pour beaucoup dans l’explication du « bon contrôle des dépenses », dont le gouvernement s’attribue entièrement le crédit; une plus forte

inflation aurait sans contredit compromis ses chances de réaliser ses cibles.

Doit-on se réjouir ou se préoccuper d’une faible inflation ? Spontanément on est porté à se réjouir, l’inflation érodant le pouvoir d’achat lorsque les revenus sont fixes, c’est-à-dire non indexés à la hausse des prix. Mais une hausse des prix permanente et contrôlée est une condition du bon fonctionnement de l’économie capitaliste.

Si une inflation modérée est vue comme un bienfait pour l’économie et que les banques centrales disposent des moyens pour y parvenir en haussant leur taux d’intérêt directeur lorsque les prix s’envolent, la déflation, au contraire, est un mal à éviter à tout prix, et une faible inflation risque toujours d’y aboutir. Les banques centrales sont alors démunies de moyens, ne pouvant réduire leur taux directeurs à des niveaux négatifs pour la combattre.

Le problème est d’autant plus complexe que la déflation est un processus qui s’autoalimente dans une spirale cumulative qui confine l’économie à un cul-de-sac : les baisses de prix incitent consommateurs et entreprises à reporter leurs achats dans l’attente de nouvelles baisses de prix; ils y sont d’autant plus encouragés que le poids relatif de leur endettement augmente avec la baisse des prix; les entreprises vendent moins, font moins de revenus; elles réduisent encore davantage leurs prix pour réduire leurs stocks devenus surabondants, etc.

L’expérience du Japon qui sort à peine aujourd’hui d’une spirale déflationniste de quinze ans témoigne du piège à éviter.

Le Québec est-il menacé par une telle évolution? Il l’est au même titre que l’ensemble des pays industrialisés, qui font aujourd’hui face à des taux d’inflation historiquement faibles : le taux moyen d’inflation des pays de l’OCDE est de 1,5 % en 2013, en-deçà du taux cible de 2 % de la plupart des banques centrales et en baisse par rapport à son niveau de 2,2 % en 2012.

Voilà une dimension nouvelle du développement de la crise déclenchée en 2007-2008, pour laquelle on ne parvient pas à déceler de perspectives de sortie.

Fin du texte